

Circulaires et pièces officielles

Autor(en): **Steiger**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **23 (1878)**

Heft 14

PDF erstellt am: **18.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-334895>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

» Lorsqu'on voit l'ennemi, il est presque impossible de le poursuivre, comme nous avons eu occasion de le voir en plus d'une occasion. »

Ainsi, de l'aveu d'Hobart pacha, qui n'est certes pas intéressé à amoindrir le mérite de la marine, il ressort clairement : que les navires cuirassés ne peuvent pas lutter avec les forteresses, que le feu des navires n'offre guère de danger pour les batteries placées derrière des parapets en terre, tandis que le feu de celles-ci offre de grands dangers pour les navires cuirassés ; que, sans troupes de débarquement, les bombardements des navires restent sans résultat utile ; que l'emploi des torpilles empêche les navires d'approcher à portée de canon des forteresses ; que les cuirassés courant moins vite que les vapeurs ordinaires, ceux-ci peuvent à volonté accepter ou refuser le combat ; que déjà pendant la guerre de Crimée, dans la Baltique, 30 vaisseaux de ligne anglais et français, portant 2500 canons, n'ont pas osé approcher des plus petites forteresses ; que Bomarsund a été pris par des troupes de débarquement ; et, enfin, qu'une marine ne peut que se déshonorer en brûlant des villes ouvertes et les propriétés des particuliers.

On le voit, dans les guerres continentales, le rôle de la marine est généralement très limité. Il peut se présenter des cas, comme nous venons de le voir, où elle peut rendre des services pour aider à alimenter des armées ou pour transporter à grande vitesse des masses de troupes d'un point à un autre, mais c'est là à peu près tout ce qu'on est en droit d'exiger d'elle.

Du reste, il y a longtemps que ces idées sur la marine se sont fait jour ; on trouve, dans les 47 volumes du *Journal de l'armée belge*, une multitude d'articles consacrés à ce sujet. Tout ce qu'Hobart pacha relate, concernant ce qui s'est passé dans la Baltique, en 1854-1855, a été prévu par nous et publié dans une brochure, avec carte et plans, deux mois avant l'entrée des escadres combinées dans cette mer. — Cette brochure a pour titre : *Expédition maritime dans la Baltique*, mars 1854.

Mai 1878.

L. VANDEVELDE,

lieut.-colonel belge en retraite.

CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES.

L'administration du matériel de guerre a adressé aux armuriers et ateliers autorisés aux réparations d'armes par l'administration militaire fédérale, la circulaire ci-après :

Berne, le 17 juillet 1878.

Le Département militaire fédéral nous charge de vous rendre attentifs aux points suivants :

1^o Les armuriers et ateliers autorisés à réparer les armes d'ordonnance n'ont pas le droit d'inscrire sur leurs enseignes « Atelier fédéral de réparations. » S'il est d'intérêt général, spécialement pour les militaires détenteurs d'armes, que les armuriers et ateliers qui ont fait preuve de capacités suffisantes en matière de réparations d'armes, soient connus comme tels autant que possible, l'administration militaire fédérale, d'autre part, n'a jamais entendu fonder des ateliers de réparations fédéraux dans le sens propre du mot ; par conséquent elle ne peut admettre que la qualification de fédéral puisse être appliquée à des entreprises privées, cette expression étant du reste employée d'une manière abusive en maintes autres occasions. Par contre il est facultatif aux armuriers et ateliers autorisés de s'appeler de

tel nom qu'ils jugeront convenable, pourvu que le mot « fédéral » n'y paraisse pas par ex. : « Atelier de réparations pour armes d'ordonnance ».

2^o Lors des inspections d'armes de cette année, des hommes astreints au service se sont présentés sans leur arme, en déclarant que celle-ci était en réparation et ont fourni à ce propos une attestation de l'atelier allégué. Une pareille manière de faire est inadmissible et est désormais sévèrement interdite. Les ateliers sont tenus à procéder sans délai aux réparations qui leurs sont confiées et à délivrer ces armes à leurs détenteurs respectifs pour le jour de l'inspection. Toute infraction à ces deux dispositions entraînera la résiliation du contrat.

Le chef de la section administrative, STEIGER.

NOUVELLES ET CHRONIQUE

Pendant l'année 1876, il est parvenu au Conseil fédéral un certain nombre de pétitions provenant d'officiers ou de sociétés d'officiers, demandant :

a) Que la Confédération se charge de procurer, pour le service, des chevaux aux officiers montés qui n'en possèdent pas, contre renonciation des indemnités qui leur reviennent de ce chef; l'autorité pourrait faire face à ces nouvelles obligations en donnant plus d'extension aux établissements de la régie et aux moyens de contrats de louage

b) Que la Confédération, aussi longtemps qu'il y a nécessité, achète de bons chevaux à l'étranger pour les céder, une fois dressés, aux officiers à des prix équitables. Toutefois, les officiers montés qui sont en situation de le faire, continueront à fournir et à garder leurs propres chevaux contre l'indemnité spéciale.

Statuant dernièrement sur ces demandes, le Conseil fédéral a décidé de ne pas entrer en matière pour le moment. La résolution négative se base sur les considérations suivantes :

D'après l'art. 182 de l'organisation militaire, les officiers fournissent eux-mêmes leurs chevaux moyennant une indemnité spéciale. Or il paraît impossible que la Confédération assume dès maintenant l'obligation de livrer aux officiers, qui n'en possèdent pas, des chevaux pour le besoin de leur service et, à cet effet, de conclure des contrats de louage en leur lieu et place. D'ailleurs en vertu d'une ordonnance du 10 décembre dernier, la régie a reçu l'extension désirée par les pétitionnaires.

Société fédérale des carabiniers. — Lundi 8 juillet, s'est réuni à Zurich, sous la présidence de M. le landamman Heutschi, de Soleure, le Comité central de la Société fédérale des carabiniers.

Le Comité a pris connaissance de la déclaration des tireurs saint-gallois, qui se retirent de la Société. La cause de cette regrettable détermination est la mise en vigueur du nouveau règlement pour les tirs fédéraux.

Le bureau a été chargé de reprendre encore cette semaine la caisse, les archives et l'inventaire de la Société, et d'envoyer à cet effet une délégation à Lausanne.

Le Comité central a de plus décidé de renoncer à une participation officielle au Tir fédéral allemand qui aura lieu à Düsseldorf, mais en revanche d'envoyer un don d'honneur. Un don semblable est destiné à la fête de tir suisse de New-York.

La question de la révision des statuts a été renvoyée à plus tard.

M. le major Alfred Scherz, instructeur d'infanterie de 1^{re} classe, a été promu au grade de lieutenant-colonel.

Le Conseil fédéral a nommé M. le capitaine H. Jaquiéry, à Cronay, adjudant du 1^{er} bataillon de carabiniers.

FRIBOURG. — *Le Journal de Fribourg* donne les renseignements suivants sur la convention signée entre la direction militaire de Fribourg et le Département militaire fédéral en vue de l'utilisation par ce dernier des bâtiments de la fabrique de wagons et des champs de manœuvre d'Hauterive.

L'ancienne fabrique de wagons serait transformée en caserne, et celle-ci louée à